



« Sécheresse », par Atman Jassin.

SÉCHERESSE ET GESTION DE LA RESSOURCE

Dolo i mank anou ?

La Réunion — le sud de l'île particulièrement — aborde une période de sécheresse. La ressource est-elle insuffisante ? La gestion est-elle à revoir ? L'enjeu vital de l'eau se pose à notre Parti, à l'heure où il réaffirme son rôle dans l'aménagement de notre pays.

Le sud de La Réunion subit une période de sécheresse, problème récurrent, plus ou moins intense selon les années. Devant cette situation qui touche à la fois les citoyens dans leur approvisionnement mais aussi l'ensemble d'un monde agricole qui, sans irrigation possible, verra les cultures détruites, que faire ? Avons-nous les moyens de garantir notre approvisionnement en eau ? Avons-nous les moyens de limiter les consommations de chacun ? Ce sont les premières interrogations qui viennent à l'esprit mais la solution est peut-

être ailleurs... Faisons-nous tout ce qu'il faut pour préserver notre ressource ? Tout le monde sait que la maîtrise de l'eau sera dans les décennies à venir l'un des problèmes les plus graves posés à l'humanité. D'autres questions, aussi importantes, se posent : manque-t-on d'eau à la Réunion ? La sécheresse est-elle liée à un manque d'eau ou à la gestion de cette ressource ?

Un grave problème écologique

Malgré les alertes répétées des instances concernées sur la diminution inquiétante des débits de nos

ravines et rivières, toutes les études montrent que notre île possède la ressource suffisante à notre consommation. Le problème réside plus, alors, dans une bonne gestion, une bonne répartition et surtout dans la mise en place de solutions de stockage et de préservation de cette ressource inestimable.

Des chiffres sur l'utilisation de l'usine hydroélectrique de la rivière de l'Est montrent que celle-ci possède 3 bassins de 25.000 m³, qui sont vidés pour la production électrique 2 fois par jour, ce qui représente un débit journalier de 150.000 m³ et un débit annuel de 54.750 000 m³. Quand on sait que la consommation moyenne d'un habitant est de 269 litres par jour, soit 98 m³ par an, cela représente une consommation moyenne pour 870.000 habitants de 85.260 000 m³ annuels.

La comparaison de ces chiffres montre bien que les solutions relèvent d'un aménagement mieux adapté. Mais elle signale surtout un grave problème écologique, même s'il est impératif de produire de l'électricité. D'autres pistes existent sur la préservation de notre ressource en eau mais il apparaît clairement que, dans le cadre de sa reconstruction et pour continuer à jouer son rôle dans l'aménagement de La Réunion, le PCR doit réaffirmer et faire partager ses positions et propositions dans ce domaine vital : la maîtrise de l'eau.

Fabrice Hoarau



Le PCR doit réaffirmer et faire partager ses positions et propositions dans ce domaine vital : la maîtrise de l'eau.

DIEGO GARCIA, BASE MILITAIRE AMÉRICAINE

Océan indien zone de guerre

1965 : l'évacuation des îles Chagos est ordonnée. 1973 : il ne reste plus un habitant aux Chagos. Sur l'île de Diego Garcia, une base militaire américaine est construite et toute approche civile interdite. 1971 : l'ONU déclare l'Océan Indien « zone de paix » (résolution 2832). En vain. 45 ans après le drame, les Chagossiens se rallient plus que jamais à leur mot d'ordre historique : « L'an prochain aux Chagos ». Et l'océan Indien cristallise les enjeux de ce nouveau siècle. A l'heure de la reconstruction, quelle sera la voix portée par le PCR face à la stratégie d'occupation et de recolonisation déployée à notre porte par les puissances impérialistes ?

LE SORT DU PEUPLE CHAGOSSIEN s'est joué sur fond de colonialisme persistant et d'expansion américaine.



Maurice : militants et sympathisants du mouvement Lalit, manifestant devant l'ambassade des Etats Unis. (Photo : Lalit)

L'excision des Chagos(1) fut le prix de l'indépendance pour Maurice. « Nous avons vendu Diego Garcia (...) à la Grande Bretagne parce que nous redoutions que, en cas de refus de notre part, Londres ne nous accorde pas l'indépendance », confiait Sir S. Ramgoolam, premier ministre mauricien (Le Monde, 1976). Ramgoolam négocie en échange que Londres renonce au référendum sur les modalités d'accession de Maurice à l'indépendance. De fait, le référendum n'a pas lieu et les 2000 Chagossiens — présents aux Chagos

Le « Comité Solidarité Chagos La Réunion » mène des actions de sensibilisation et de solidarité.
Contact : solidarite.chagos.run@gmail.com

depuis 4 générations — sont déportés vers Maurice et les Seychelles. Les Britanniques louent ensuite Diego Garcia à l'armée américaine — bail de 50 ans, 1966/2016, reconductible pour 20 ans — contre une ristourne de 14 millions de dollars sur l'achat de missiles Polaris, troc révélé en 1975 par le New York Times.

La question de l'internationalisme

Diego Garcia accueille donc la plus grande base militaire américaine (hors USA) : 4.000 hommes (15.000 en cas de crise), des installations sophistiquées et une ville semi-souterraine... Cette position stratégique, dans le contexte d'escalade internationale et de concurrence entre puissances économiques, donne l'avantage à l'armée américaine dans un espace océanique de 75 millions de km² entre Afrique, Moyen Orient et Chine, au cœur des enjeux économiques (pétrole) et géopolitiques de ce nouveau siècle. Les raids aériens sur l'Irak (1990) et

sur l'Afghanistan (2001) sont menés à partir de Diego Garcia. Ne doutons pas que la base de Diego jouera un rôle de premier plan en cas de conflit ouvert avec l'Iran !

Les Chagossiens, notamment par la voix d'Olivier Bancoult(2), réclament le démantèlement de la base de Diego et le retour dans leur archipel. Ce peuple créole, dont le PCR soutient la cause, pèse peu face aux impérialismes et à la montée de la militarisation de notre région. Le processus de reconstruction engagé par notre Parti pose la question de l'internationalisme, porté par nos luttes dès les premières heures. Quel avenir pour le mot d'ordre « Océan Indien zone de paix » ?

Nathalie Valentine Legros

1) Administrativement rattaché à Maurice, l'archipel des Chagos, est inclus dans le BIOT (British Indian Ocean Territory) en 1965 et loué aux Américains.
2) Olivier Bancoult, leader du « Chagos refugees Group ».